

**DÉCISION SUR LE RAPPORT DU COMITÉ AFRICAIN D'EXPERTS
SUR LES DROITS ET LE BIEN-ETRE DE L'ENFANT (ACERWC)**

Doc. EX.CL/744(XXI)

Le Conseil exécutif:

1. **PRENDS NOTE** du rapport du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant et **SE FELICITE** du travail accompli par le Comité ;
2. **EXPRIME SA VIVE APPRÉCIATION** aux Etats membres qui ont soumis expressément leurs rapports de mise en œuvre sur la Charte africaine des droits et du bien-être de l'Enfant;
3. **INVITE** les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à accélérer le processus de ratification de la charte;
4. **EXHORTE** les Etats Parties qui n'ont pas encore soumis leurs rapports à se conformer aux dispositions de la Charte et à accélérer la soumission de leurs rapports;
5. **DEMANDE** aux Etats membres d'accueillir favorablement la demande du Comité d'effectuer les missions dans leur juridiction pour suivre de près la mise œuvre de la Charte;
6. **ADOpte** le thème de la Journée de l'Enfant africain pour 2013: *“Eliminer les pratiques sociales et culturelles néfastes affectant les enfants: Notre responsabilité collective”* et **DEMANDE** aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires et urgentes pour éradiquer les pratiques sociales et culturelles néfastes contre les enfants;
7. **DEMANDE** au Comité des Représentants Permanents (COREP), au Conseil de paix et de sécurité (CPS) et aux CER de prendre en considération les droits de l'enfant dans leur programme et de collaborer activement avec le Comité ;
8. **DEMANDE PAR AILLEURS**, à la Commission de continuer les consultations avec le COREP en ce qui concerne les implications financières de la délocalisation hors siège du Secrétariat du Comité et d'enregistrer l'offre faite par le Burkina Faso d'abriter ledit Secrétariat ;
9. **SE FELICITE** de l'invitation de la République de l'Ouganda demandant au Comité de visiter le pays et de prendre contact avec les différentes parties prenantes qui travaillent sur la question des enfants soldats, soulevée par certaines Organisations de la Société civile.